



Affaires indiennes
et du Nord Canada

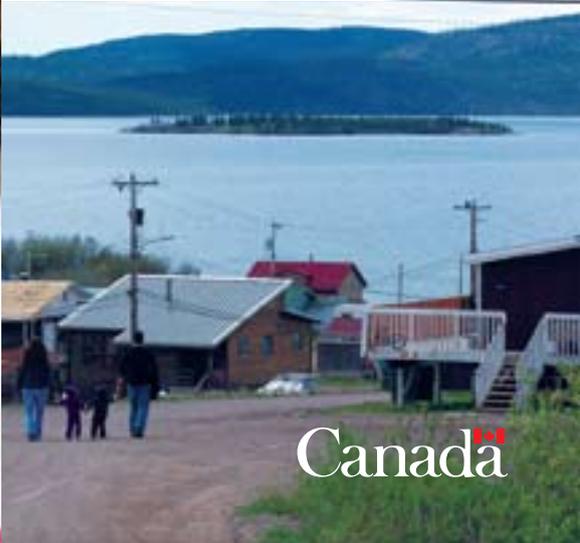
Indian and Northern
Affairs Canada



Nos réussites



Direction des services
aux Indiens et aux Inuits
Automne-hiver 2007



Canada

Les collectivités des Territoires du Nord-Ouest et leurs membres connaissent du succès dans de nombreux domaines, notamment le commerce, la gouvernance et l'administration. La technologie, les solutions novatrices, les partenariats et les projets de développement économique ont **multiplié les possibilités personnelles et professionnelles**, qui ont donné des résultats positifs à l'échelle locale, régionale et territoriale.

En communiquant ces réalisations, **nous espérons pouvoir inspirer d'autres gens des Territoires du Nord Ouest, les informer et les motiver** à entreprendre des programmes et des projets mettant en valeur les idées, les aptitudes et l'engagement des Autochtones et des gens du Nord ou encore à participer à de tels programmes et projets.



Direction des services aux Indiens et aux Inuits

La Direction des services aux Indiens et aux Inuits fait partie d'Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC). La Direction soutient le lien unique entre l'État et les Autochtones en travaillant avec les membres des collectivités pour établir des relations, comprendre les divers besoins de la population et des organismes et y répondre, ainsi que créer des possibilités de développement communautaire et personnel.

La Direction des services aux Indiens et aux Inuits offre un certain nombre de programmes et de services et divers programmes de financement qui facilitent l'établissement de collectivités autonomes et viables ainsi que l'accroissement de la participation au développement économique, en plus d'aider les Autochtones et les gens du Nord à concrétiser leurs visions et aspirations.

SII-GO! Un service à la clientèle encore plus pratique

SII-GO! est une nouvelle approche d'établissement de relations avec le client. Nous changeons notre façon de faire en travaillant avec nos clients, en leur offrant un service pratique et en augmentant la fréquence des contacts directs.

SII-GO! met l'accent sur la collaboration avec les collectivités afin de déterminer leurs besoins et priorités, d'établir des objectifs à court et à long termes ainsi que d'élaborer et de mettre en œuvre un plan leur permettant d'atteindre ces objectifs.

SII-GO! vise à simplifier les processus internes, en plus de veiller à la coordination des activités et programmes. Notre objectif consiste à offrir des programmes qui changent les choses.

Planification communautaire



La Première nation Katlodeeche travaille à l'élaboration d'un plan stratégique à long terme appuyé par la communauté. AINC et le gouvernement territorial ont fourni des fonds et des modèles de documents pour aider les membres à établir les objectifs communautaires et les moyens de les atteindre.

Au cours d'une série de réunions communautaires, les membres ont déterminé les priorités de la communauté. Une constitution comprenant les valeurs traditionnelles constituait la première partie de la structure de gouvernance globale à créer. Il s'agit en fait du cadre autour duquel s'articulent les politiques, les procédures et les lignes directrices pour les processus de prise de décisions et administratifs quotidiens et qui aidera la communauté à atteindre ses objectifs.

« Cette constitution, qui énonce la souveraineté de l'administration, servira en quelque sorte à orienter les administrations communautaires actuelle et future de la Première nation

Katlodeeche », déclare Keith Marshall, président directeur général de la Première nation Katlodeeche.

La communauté a déterminé les éléments clés du plan stratégique qu'elle doit considérer pour créer un milieu heureux, sain, productif et durable. L'utilisation des terres, le développement de l'économie et des immobilisations, les enjeux sociaux, le logement, le leadership, l'appartenance et la structure de gouvernance, les relations de travail, les codes de déontologie et d'éthique, de même que la gestion financière constituent les éléments fondamentaux cernés. On a défini des rôles et responsabilités pour chaque élément clé et mis en place une série de principes directeurs et de règlements afin de s'assurer que la gestion communautaire est efficace et que le plan reste sur la bonne voie.

La Première nation Katlodeeche établit des objectifs SMART, c'est à dire spécifiques, mesurables, appropriés, réalistes et temporels.

En amenant les membres de la communauté à participer à l'établissement des priorités et à l'élaboration d'un plan à long terme, nous les aidons à comprendre, favorisons leur engagement et veillons à ce qu'ils demeurent tous concentrés sur les réussites.

Lorsque tous les membres d'une communauté s'entendent pour contribuer à l'établissement de ce qu'ils souhaitent atteindre ensemble et pour en discuter, même si la planification ou le financement comme tels n'ont pas encore été considérés, les chances de réussite sont beaucoup plus grandes.

« concentré sur les succès »





Partenariats



Bob Reid, président d'Aboriginal Pipeline Group, s'adressant aux résidents de Tuktoyaktuk

L'octroi de fonds pluriannuels au Mackenzie Valley Aboriginal Pipeline Limited Partnership (MVAPLP), mieux connu sous le nom d'Aboriginal Pipeline Group (APG), a été approuvé dans le cadre du Programme de développement économique des collectivités (PDEC). Ces fonds lui ont permis de terminer les analyses de faisabilité et les activités de planification commerciale nécessaires pour établir ce partenariat. Ils ont également permis à l'organisme d'acquiescer le tiers des parts dans le projet gazier Mackenzie. Ce modèle de participation novateur, le premier du genre, permet aux Autochtones de prendre part au développement économique, en plus de leur donner l'occasion de maximiser leurs parts dans le projet de gazoduc dans la vallée de Mackenzie et les avantages qu'ils en tireront, de même que les moyens d'accroître leur autonomie.

« Le marché conclu avec APG représente pour notre peuple le premier pas vers l'autonomie », déclare Fred Carmichael, président du conseil d'administration d'APG.

Le projet gazier Mackenzie est un projet complexe à facettes multiples qui, selon APG, bénéficiera aux groupes autochtones participants de nombreuses façons. Les collectivités autochtones et leurs membres pourraient profiter de formations professionnelles, de possibilités d'emploi continu, de la création d'entreprises et d'un revenu à long terme.

Par ailleurs, une participation active aux étapes de la planification de la construction des pipelines fait en sorte que les ressources sont exploitées de façon responsable et que les terres et l'environnement sont protégés. Le fait de pouvoir intervenir dans la prise de

décisions concernant les activités de développement économique permet aux Autochtones de maximiser leurs avantages et de partager les responsabilités associées à des projets d'une telle envergure.

Les partenariats commerciaux comme celui-ci contribuent à un rendement financier constant à long terme et facilitent une participation significative des Autochtones aux projets locaux, régionaux, territoriaux, nationaux et internationaux. Les collectivités partout dans le Nord et leurs membres bénéficieront de ces associations.

« fournissez les occasions et les avantages »

Expansion des entreprises



Par l'allocation de fonds, le programme Possibilités de développement économique communautaire (PDEC) a pour objectif d'accroître les compétences régionales, d'aider les entreprises locales et communautaires à cerner et à saisir les possibilités d'activités de développement économique dans leur région, d'inciter les groupes à travailler ensemble dans leur intérêt mutuel et de créer le milieu et les conditions nécessaires aux collectivités pour saisir et maintenir les occasions socioéconomiques.

À l'atelier annuel des agents de développement économique communautaire commandité par AINC, les participants échangent des renseignements et leur expérience, découvrent d'autres bailleurs de fonds, ainsi que les programmes offerts et les exigences connexes, en plus de discuter de l'orientation des programmes de développement économique fédéraux et des changements qui y ont été apportés. L'échange d'idées, la formation de partenariats et la volonté de

maximiser les ressources ont permis aux collectivités de miser sur des possibilités de développement économique associées à de multiples avantages.

Rick Phaneuf, directeur général de la Samba K'e Development Corporation, à Trout Lake. Il explique que Trout Lake a utilisé les fonds reçus du programme PDEC et d'autres sources pour rénover le petit hôtel de la localité. « Grâce à de meilleures installations, les chargés de mission passent la nuit chez nous et nous attirons plus de touristes. Les recettes tirées du tourisme jusqu'à maintenant cette année dépassent déjà les recettes totales de l'année dernière, et nous n'en sommes qu'au milieu de l'année », déclare-t-il.

L'organisme de développement économique des collectivités (ODEC) des Inuvialuit, qui regroupe les collectivités de Sachs Harbour, d'Ulukhaktok (Holman), de Paulatuk, d'Aklavik, d'Inuvik et de Tuktoyaktuk, utilise les fonds du programme PDEC

pour soutenir les activités axées sur les collectivités, comme la chasse au bœuf musqué sur l'île Banks. Ces fonds permettent d'employer un gestionnaire de projet et de renforcer, au moyen d'une approche pratique et d'un programme de mentorat continu, la capacité de gestion communautaire dans le but ultime de gérer tous les aspects du projet.

« La chasse au bœuf musqué est une industrie d'un million de dollars qui crée des emplois et des possibilités d'affaires partout dans l'Extrême-Arctique, explique Murray Arsenault, gestionnaire de l'ODEC des Inuvialuit. Ce projet de développement économique bénéficiera au peuple inuvialuit de la région pendant des générations. »

En travaillant ensemble et en exploitant les fonds et les ressources, les organismes autochtones sont en mesure d'entreprendre des projets d'envergure et d'augmenter le rendement de leurs investissements.





Collaboration



On pourra apercevoir un nouveau visage dans les édifices John Tetlich et Charles Koe des bureaux de la bande des Gwich'in Tetlit et du conseil tribal des Gwich'in de Fort McPherson. Roger Koe, membre de la bande des Gwich'in Tetlit, a été embauché comme préposé stagiaire au service d'entretien et sera jumelé au titulaire du poste d'entretien et de sécurité pendant 30 semaines (environ 7 mois) afin d'acquérir et d'améliorer l'ensemble de compétences unique associé au poste d'homme à tout faire.

Cette année, Susan Blake, administratrice de bande, a utilisé les fonds obtenus dans le cadre du Programme d'expérience de travail pour les jeunes Inuits et les jeunes des Premières nations d'AINC pour renforcer les compétences et les capacités des jeunes de la collectivité dans le domaine de l'entretien. Toutefois, les fonctions de Roger iront bien au-delà des tâches d'entretien. Il s'occupera de la sécurité et participera aux travaux de charpenterie, de rénovation et d'entretien dans sept maisons, six immeubles d'habitation et un certain nombre de bâtiments industriels dans la collectivité.

« Beaucoup de gens contribuent à la réussite de Roger, explique Susan. Il consacre temps, efforts et énergie à apprendre le plus vite possible. De plus, le conseil des Gwich'in Tetlit a versé une somme équivalente à la contribution d'AINC, et West Delta Properties est le commanditaire de cette expérience pratique des plus précieuses. »

Lorsque les bandes et les entreprises locales collaborent pour cerner et créer des possibilités d'emploi aidant les membres de la collectivité à acquérir et à perfectionner des compétences professionnelles, tout le monde en profite.



Le bureau de bande de Fort McPherson, Susan Blake

Diversification économique

Une étude récente sur les possibilités pour les scieries communautaires, menée par Forintek Canada Corp., se penche sur les conditions et les possibilités requises pour assurer la croissance et la viabilité de l'industrie forestière des Territoires du Nord-Ouest.

Cette étude a été financée par AINC, dans le cadre du programme Investissements stratégiques dans le développement économique du Nord (ISDEN), de même que par le ministère de l'Environnement et Ressources Naturelles et par le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement des Territoires du Nord-Ouest.

L'entrepreneur a rendu visite ou a parlé à des représentants clés de scieries et d'usines de transformation du bois des Territoires du Nord-Ouest : Jean Marie River, Fort Resolution, Fort Good Hope, Fort Smith et Hay River. Cette étude détaillée analyse des possibilités précises, comme la mise en œuvre de pratiques exemplaires et la fabrication de produits secondaires du bois ou de produits à valeur ajoutée (construction de maisons

en bois rond et production de granulé de bois). Elle examine par ailleurs d'autres préoccupations, notamment les coûts, l'utilisation de la main-d'œuvre et du matériel, le perfectionnement et les mesures de productivité.

Bien qu'elle reconnaisse les défis que présente l'exploitation d'une scierie ou l'exercice d'une activité connexe de transformation du bois dans les Territoires du Nord-Ouest, l'étude fournit, pour chacun des emplacements, un certain nombre de recommandations qui les aideront à devenir viables sur le plan économique. Les suggestions couvrent diverses possibilités au coût d'investissement varié : la mise en œuvre de mécanismes de suivi, comme un tableur permettant d'assurer le suivi des ratios d'exploitation et des coûts clés; la construction d'abris pour le matériel et les travailleurs afin de prolonger l'exploitation au-delà des mois d'été; l'achat de matériel supplémentaire (séchoirs et raboteuses), peut-être usagé, afin d'offrir plus de produits (bois raboté et séché, revêtements de sol à rainures et à languettes, meubles,

granulé de bois, maisons en bois rond) pour satisfaire la demande locale, régionale et territoriale.

« Nous avons maintenant un aperçu plus réaliste de ce que nous pouvons faire pour favoriser la croissance de l'industrie forestière des Territoires du Nord Ouest, affirme Kevin Todd, économiste des ressources naturelles du ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement des Territoires du Nord Ouest. En apportant certains changements économiques ou en achetant du matériel supplémentaire, les exploitants seront mieux placés pour établir des entreprises prospères qui amélioreront la situation de leur collectivité. »

La commande d'une étude auprès de spécialistes de l'industrie, qui ont rencontré les collectivités touchées, a donné lieu à un rapport détaillé qui présente des solutions pratiques et économiques pour chacune des collectivités intéressées à améliorer sa scierie et son usine de transformation du bois. En considérant les besoins des marchés locaux, régionaux et territoriaux, en déterminant les éléments à améliorer et en élargissant la gamme de produits fabriqués, les exploitants peuvent apporter des changements qui soutiennent leurs objectifs visant à créer des emplois à long terme pour les membres de leur collectivité et à diriger une entreprise rentable et diversifiée.

L'étude est en ligne à : www.iti.gov.nt.ca/iea/studies/studies.html (anglais seulement).





Accès à l'information

De petites collectivités des Territoires du Nord-Ouest ont récemment obtenu l'accès à Internet haute vitesse, qui est déjà disponible presque partout au Canada. Toutefois, peu de membres au sein de ces collectivités ont l'expérience d'Internet ou comprennent bien ce qu'il pourrait représenter pour eux.

Bien que cette nouvelle technologie soit un outil de communication, son adoption ne se fait pas toute seule. Connect NWT s'est engagée à promouvoir l'utilisation d'Internet dans l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest. Pour ce faire, elle a organisé un symposium sur les technologies de l'information et des communications (TIC) les 6 et 7 février 2007, à Yellowknife.

AINC a affecté 72 425 \$ au symposium, qui a rassemblé des planificateurs, des utilisateurs et des fournisseurs de services des technologies de l'information pour discuter des besoins des Territoires du Nord-Ouest et pour s'assurer que la prestation de services dans les collectivités est efficace

et adaptée. On travaille en outre à l'élaboration d'un cadre énonçant l'investissement nécessaire dans la formation et les ressources pour profiter de l'accès Internet.

Le symposium avait deux buts : montrer la façon dont les TIC peuvent profiter aux collectivités et recueillir les commentaires des participants afin d'élaborer un plan stratégique pluriannuel sur les TIC en vue de maximiser l'adoption et l'utilisation de l'infrastructure de connectivité à large bande dans les collectivités des Territoires du Nord-Ouest.

Le public ciblé par le symposium était très large et comprenait des représentants du gouvernement et des collectivités, des éducateurs et des formateurs, des fournisseurs de services sociaux et de santé, des organismes autochtones, des organismes de développement économique et des intervenants de l'industrie. Ces personnes influentes et décideurs clés communautaires jouent un rôle

important en aidant les membres des collectivités à comprendre et à maximiser l'utilisation de la technologie à large bande, notamment pour créer des classes virtuelles, préserver la langue et la culture, accéder à des soins de santé en ligne et faire le commerce de biens et services dans le monde entier.

« Des résidants, des entreprises, des administrations et d'autres chefs de file des collectivités ont été en mesure d'établir des liens entre le potentiel de la large bande et leurs besoins en matière d'économie, d'éducation, de capacité et de mieux être, explique Brian Desjardins, coordonnateur de projet pour la Northwest Territories Association of Communities. Ils commencent à apprécier le potentiel et la valeur de la planification des TIC. »

L'utilisation de la technologie pour accéder à des renseignements et participer au monde branché offrira des possibilités de développement économique et social attrayantes aux gens du Nord.



Solutions novatrices



Travailler et faire affaire dans le Nord impliquent un mode de vie unique, mais présentent aussi de nombreuses difficultés. Vu la rareté des conférenciers et des formateurs et les frais de déplacement connexes, il coûte très cher de participer à un atelier d'une journée ou à une réunion. La vidéoconférence offre une solution novatrice et économique à ce problème.

Les centres d'aide aux entreprises de Fort Simpson, de Norman Wells, de Hay River et de Yellowknife possèdent maintenant des installations de vidéoconférence. Celles-ci facilitent l'accès à des études et à des renseignements commerciaux pratiques ainsi qu'à des services connexes pour les gens d'affaires et les entrepreneurs établis dans ces collectivités.

« La vidéoconférence est pratique et interactive, explique Sean Whelly, agent de prêts et de développement des entreprises, du Centre d'aide aux entreprises du Deh Cho. Dans un monde virtuel, l'emplacement géographique

n'est plus un obstacle. Grâce à la vidéoconférence, nous n'avons qu'à appuyer sur le bouton à l'heure convenue pour interagir avec des spécialistes de l'industrie. »

À la suite d'un investissement de 63 000 \$ dans le cadre du programme Investissements stratégiques dans le développement économique du Nord (ISDEN), les sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) ont acquis et installé du matériel de vidéoconférence ultramoderne. Un accord de collaboration avec Liaison Entreprise, d'Edmonton, permet aux SADC d'accéder directement à des ateliers, à des séminaires, à des conférences et à des services de renseignements, et d'en diffuser, et ce, sans même quitter leurs bureaux.

Liaison Entreprise propose, sur une base hebdomadaire et mensuelle, des exposés gratuits sans inscription qui offrent aux clients, à l'heure du dîner, des principes de gestion élémentaires faciles à apprendre et à appliquer. Des

membres de conseils d'administration, des employés, des membres du public, des gens d'affaires établis et des entrepreneurs potentiels apportent leur dîner et viennent apprendre avec des conférenciers professionnels et expérimentés dans un environnement propice et interactif. Les derniers exposés ont porté sur le marketing et la vente, l'exportation et l'importation, l'imposition et les questions financières, les questions juridiques, le commerce électronique, l'élaboration d'un plan d'affaires, le démarrage d'une entreprise et la constitution en société sans aide (tout faire soi-même).

Le fait de donner la possibilité aux membres des collectivités de participer à un large éventail de séances d'apprentissage renforcera leurs aptitudes et leur capacité de participer à des activités de développement économique et social, en plus de contribuer à la croissance financière et à la viabilité de leur collectivité.





Mentorat



Dave Poitras, Première nation de Salt River

Lorsque le conseil de bande de la Première nation de Salt River a voulu embaucher un administrateur de bande, il a décidé de collaborer avec AINC et le Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO) pour mettre en œuvre un programme de formation d'administrateurs de bande. Bill Graham, conseiller bénévole du SACO de Yellowknife, a fait appel à ses années d'expérience dans l'exploitation d'entreprises pour travailler individuellement avec Dave Poitras, administrateur de bande stagiaire de la Première nation de Salt River.

Le SACO, organisme sans but lucratif, fournit les services de conseillers bénévoles qui, grâce à leur expérience dans l'exploitation d'entreprises, offrent mentorat, formation et conseils aux collectivités, aux entreprises et aux organismes autochtones et non autochtones. Il définit le renforcement des capacités comme un processus d'accroissement des connaissances, des compétences, des ressources et des capacités pour cerner les besoins et y

répondre de manière efficace et durable. C'est exactement ce que le programme de mentorat du SACO a fourni à la Première nation de Salt River.

« Le programme de mentorat était unique en son genre, affirme Toni Heron, sous-chef de la Première nation de Salt River. Initialement, nous croyions que le programme allait durer un an, mais avec l'aide et le savoir-faire de Bill, il a fallu seulement quatre mois pour former convenablement Dave. »

Au cours de ces quatre mois, Bill et Dave ont accompli un certain nombre de tâches fondamentales et produit divers documents essentiels à l'administration des activités de la bande. Ils ont défini les politiques sur les ressources humaines, rédigé des descriptions de travail pour tous les employés existants et futurs, ainsi qu'examiné les procédures de gestion budgétaire et financière. Ces pratiques et politiques officielles améliorent la capacité de la bande de répondre aux besoins de ses membres et de créer une base solide pour la croissance.

Les compétences acquises par l'intermédiaire du programme de mentorat sont appliquées au profit du conseil de bande et des membres de la collectivité. La mise en œuvre de meilleures pratiques de gouvernance, d'une administration améliorée et d'une capacité interne accrue favorisera l'autonomie et la création d'une collectivité viable.

« continuer
à établir la
capacité »



Publié avec l'autorisation du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits
Ottawa, 2007

www.ainc-inac.gc.ca

1 800 567-9604

ATME seulement 1 866 553-0554

QS-Y290-001-FF-A1

No de catalogue R3-59/2007F

ISBN 978-0-662-07327-7

© Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada